

Titre / ALIENATION DE GRE A GRE D'UN BIEN MOBILIER - VEHICULE RENAULT EXPRESS, immatriculé 9618-XV-17

Le Président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18 ; L 2122-20 ; L 2122-21-10° ; L 2122-23 ; L 2131-1 et L 2131-2

Vu la délibération du Conseil communautaire du 23 novembre 2017 donnant délégation d'attribution au Président pour la durée de son mandat, notamment en matière d'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 50 000 Euros,

Vu l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération du 18 avril 2014 de délégation de fonction et de signature en la matière donnée à Monsieur Christian PEREZ, 1^{er} Vice-Président,

Vu le marché n° 170106 conclu avec la Société BEWIDE pour la mise en vente aux enchères de biens appartenant à la Communauté d'Agglomération de La Rochelle,

Considérant que le 11 février 2020, a été mis en vente un véhicule RENAULT EXPRESS, immatriculé 9618-XV-17, provenant du Parc-auto de la CDA, pour une mise à prix de 350,00 €,

Considérant qu'à l'issue de la vente aux enchères ainsi réalisée, la Société JAMOCCASION, sise à CABARIOT (17430), a proposé la meilleure enchère à hauteur de 895,00 €,

DÉCIDE

Article 1 : Est autorisée la vente d'un véhicule RENAULT EXPRESS, immatriculé 9618-XV-17, au profit de la Société JAMOCCASION, sise à CABARIOT (17430), au prix de 895,00 €.

Article 2 : La Direction Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Monsieur le Président rendra compte au Conseil communautaire de la présente décision.



Envoyé en préfecture le 11/03/2020
Reçu en préfecture le 11/03/2020
Affiché le 11/03/2020
ID : 017-241700434-20200305-SCP_2020_11-AR

SLOW

Fait à La Rochelle, le 05/03/2020

**P/ le Président et par délégation,
Monsieur Christian PEREZ**



Délais et voies de recours :

« La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication par affichage ou notification.

Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Elle peut faire également l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux. »